

Influence : Stratégies des Etats-Unis, de la Chine et de la France

Category: Actualités,Amérique du Nord
16 décembre 2025



Comprendre les stratégies des Etats-Unis et de la Chine.

Quelle stratégie d'influence et d'indépendance pour la France ?

Vous avez sans doute vu les cours de l'or qui poursuivent leur hausse à plus de 4 200 dollars l'once tandis que l'argent métal, lui aussi monte à n'en plus finir à plus de 53 dollars l'once. Ces deux métaux cherchent à nous dire des choses sur ce qui vient, et ce qui vient sera dévastateur pour les grands équilibres géopolitiques et donc pour les grands équilibres économiques, l'organisation de l'économie mondiale n'étant que l'intendance de la géopolitique.

Vous avez sans doute compris aussi que nous étions pris dans un combat de Titans pour la domination du monde entre trois blocs qui ne sont finalement pas si nouveau que cela.

La Russie et la Chine (avec quelques alliés de ces deux pays) forment le premier bloc. Le second bloc est celui des Etats-Unis et de ses alliés que l'on appellera le bloc atlantiste.

Enfin le troisième bloc est celui des pays non-alignés. Pour la petite histoire et la grande, à Bandoeng (conférence qui portera le nom de cette ville dans les manuels d'histoire) en 1955,

l'Égyptien Nasser et l'Indien Nehru revendiquent leur « non-alignement », à égale distance des deux superpuissances, les États-Unis et l'URSS...

Nous en sommes à nouveau là et une nouvelle guerre froide économique, numérique et technologique menace le monde.

Dans cette guerre hybride que se mènent les deux grands blocs Chine/Russie et Otan de l'autre, il y a une opposition intellectuelle qui sépare les deux camps et sur laquelle je souhaitais partager avec vous quelques considérations et réflexions pour enrichir les analyses de tous.

« *L'art de la guerre* » et « *l'art du deal* » sont deux approches stratégiques qui, à première vue, semblent totalement opposées dans leurs objectifs et leurs méthodes. Cependant, en les examinant de près, on découvre des analogies fascinantes qui permettent de mieux comprendre la manière dont la Chine, sous la direction de Xi Jinping, et Donald Trump, à travers ses écrits et sa pratique des relations et des négociations, abordent la politique, la domination et la gestion du temps long. Vous savez que cela fait des années maintenant que je vous conseille de lire Donald Trump dans le texte de même qu'il faut absolument lire l'ouvrage de JD Vance pour comprendre l'actuel Vice-président des USA qui est à mon avis le prochain président des États-Unis et certainement plus rapidement que l'on ne le pense.

D'un côté, l'art de la guerre : une approche indirecte et stratégique

En général il faut du temps et de la maturité pour comprendre « l'Art de la guerre » de Sun Tzu, écrit il y a environ 2 500 ans, qui est une œuvre majeure de la stratégie militaire chinoise et de ses extensions politiques. Il y a bien longtemps que la Chine a utilisé cet ouvrage pour élaborer une vision du pouvoir qui repose sur des principes subtils et indirects. La guerre, pour Sun Tzu, n'est pas une simple confrontation brute de forces, mais une série de manœuvres intellectuelles et psychologiques qui visent à déstabiliser l'adversaire avant même le début des hostilités. En réalité pour Sun Tzu le raffinement suprême est de réussir à vaincre l'adversaire sans même à avoir à tirer un coup de canon... ou de décocher une flèche puisqu'à l'époque il n'y avait pas encore de canon ou de missiles guidés laser !

Xi Jinping, en tant que leader de la Chine contemporaine dépositaire de l'héritage de ses prédécesseurs, incarne cette philosophie dans sa gestion de la politique internationale et de la puissance chinoise. La stratégie chinoise, sous son impulsion, se base sur une planification à long terme, un pragmatisme stratégique et une capacité à investir dans des « armes » douces comme l'économie (en devenant l'usine du monde et en créant des dépendances devenant des armes redoutables), la diplomatie et les alliances. Le temps joue un rôle clé dans la politique chinoise. Contrairement à l'agitation, à la rapidité des marchés boursiers occidentaux court-termiste sans oublier les processus politiques occidentaux souvent chaotiques, la Chine avance sur un rythme qui parfois peut sembler bien plus lent, mais extrêmement calculé, visant à dominer progressivement la scène internationale sans confrontation directe.

L'une des caractéristiques essentielles de l'approche chinoise est la patience. Tout comme dans *l'Art de la guerre*, où Sun Tzu préconise d'attendre le moment favorable pour attaquer, Xi Jinping, dans sa gestion des relations internationales, privilégie des étapes successives, parfois invisibles, pour atteindre ses objectifs. Cela se traduit, par exemple, par l'approfondissement des investissements dans des régions stratégiques à travers des initiatives comme la Nouvelle

Route de la Soie. La Chine mène ainsi une guerre « sans arme » à l'échelle mondiale, préférant la stratégie du « soft power » pour étendre son influence sans provoquer une confrontation ouverte.

Aujourd'hui, pour Xi Jinping le moment de la confrontation est arrivé. La Chine construit un porte-avions par an. La Chine peut construire 20 millions de drones militaires par an. La Chine contrôle 95 % des terres rares du monde et vient de bloquer potentiellement avec sa nouvelle législation tout le complexe militaro-industriel occidental.

De l'autre, l'art du deal : une approche directe et audacieuse

L'ouvrage *L'Art du Deal* de Donald Trump, publié en 1987, a révélé sa manière de négocier dans le monde des affaires et si en France on aime à le faire passer au mieux pour un benêt simplet, au pire pour un imbécile fasciste d'extrême droite, en réalité très peu ont pris le temps de lire les différents ouvrages de Donald Trump et de comprendre sa personnalité et ses modes de fonctionnement assez peu conventionnels il est vrai. Trump y prône une approche bien plus directe, agressive et opportuniste que celle de Sun Tzu. Là où la stratégie chinoise consiste souvent à travailler dans l'ombre, Trump met en avant des tactiques de négociation très visibles, parfois brutales, qui visent à maximiser l'intérêt personnel à court terme, parfois au détriment des autres parties.

Dans l'ouvrage, Trump expose une vision du pouvoir et des relations humaines fondée sur l'affirmation de soi, le contrôle de la narration et la capacité à imposer des décisions sans concessions. Il n'hésite pas à utiliser la menace, l'intimidation et la manipulation, des techniques qu'il qualifie d'éléments essentiels pour parvenir à ses fins. Trump fait souvent appel à l'idée de « prendre le contrôle », et son approche du deal est marquée par la volonté de tout négocier au maximum, sans respecter forcément les règles de courtoisie ou les principes traditionnels de diplomatie.

C'est exactement ce qu'il vient de rappeler avec cette affaire de narco-trafiquants venant du Venezuela et dont il fait tout simplement bombarder les bateaux.

Cela peut sembler « bas du front » mais c'est simple, direct et efficace. Cela constitue évidemment une rupture majeure avec l'attitude policée en vigueur. Une attitude policée qui peut d'ailleurs définir la géopolitique chinoise en apparence.

L'un des aspects les plus frappants de cette manière de faire est donc le recours à l'élément de surprise et à la force, souvent au détriment de relations plus longues et construites dans la confiance. Trump, en tant que négociateur, privilégie une méthode de confrontation directe où l'objectif est d'obtenir des résultats tangibles immédiatement. Cette vision est particulièrement manifeste dans sa gestion des négociations commerciales, par exemple avec la Chine, ou lors de ses entretiens avec des leaders étrangers. Le tout est de maximiser l'intérêt économique immédiat, quitte à rompre des conventions ou à faire preuve d'un cynisme calculé. Enfin c'est ce que semble être perceptible dans une première grille de lecture pourtant nettement plus nuancée que cela !

Deux conceptions du temps long

L'une des différences fondamentales entre *l'art de la guerre* et *l'art du deal* réside dans leur

rapport au temps.

Pour Sun Tzu, le temps est essentiel, mais il est vu à travers le prisme de la patience. Une victoire rapide n'est pas forcément synonyme de réussite : il s'agit de connaître le bon moment pour agir, de planifier avec une vision à long terme et de préparer l'adversaire à une défaite qui semblera presque inéluctable. Dans ce cadre, la durée de la confrontation est relative et peut être étendue pour épuiser l'ennemi ou le désorienter. Le temps est une ressource précieuse, car l'objectif final vise à atteindre un résultat sans confrontation ouverte.

Xi Jinping, dans cette logique, applique la même philosophie à la politique. Il cherche à projeter la Chine comme une puissance mondiale de manière progressive et systématique, en utilisant tous les leviers économiques, diplomatiques et militaires qui s'inscrivent dans des stratégies de « long terme » et non dans la précipitation. La montée en puissance chinoise, avec ses ambitions technologiques et sa présence accrue sur la scène internationale, est une démonstration manifeste de ce long travail de domination mondiale.

À l'opposé, Trump opère sur une temporalité qui semble beaucoup plus courte et plus agressive. Cette approche est assez logique. Xi Jinping est au pouvoir pour plusieurs décennies et n'a pas à se soucier de sa réélection au bout de 4 ans ce qui est le cas du président américain qui est au mieux là pour 4 ans ! Pour Trump il n'y aura pas de second mandat il est donc là au maximum pour 4 années. En réalité il ne lui en reste déjà plus que trois. Son approche du temps se caractérise donc par une forme d'impatience évidente à obtenir des résultats immédiats. Chaque deal ou négociation est un affrontement qui doit conduire à un bénéfice tangible sur le court terme. Pour autant Trump ne souffre pas d'une absence totale de vision à long terme.

Bien au contraire.

Tout ce que vous voyez Trump faire et mettre en place l'est pour le long terme et pour donner des chances à l'Amérique d'affronter la Chine dans leur guerre pour le leadership mondial. Son alliance inconnue avec tous les géants de la Silicon Valley va d'ailleurs dans ce sens. La fin du wokisme, le réarmement psychologique des Américains, l'idée de *Make America Healthy Again* et de rendre la santé physique à la population américaine devenue obèse, tout concourt à une stratégie de long terme.

Le mode de pensée rapide, réactif, opportuniste et souvent basé sur des calculs immédiats que l'on prête à Trump comme étant les seuls éléments définissant sa politique est une erreur d'analyse majeure.

La stratégie de l'Art du deal à la Trump doit se comprendre comme agissant sur plusieurs niveaux de temps. Il y a les effets immédiats et visibles, puis le moyen et le long terme. Trump maîtrise parfaitement les différents horizons de temporalité stratégique. Mais Trump, s'adresse à l'Américain moyen. Il parle simple. Il parle clair, il parle fort, il parle sans ambiguïté et sans langage d'énarque... mais ne vous y trompez pas, quand il parle ainsi ce n'est pas parce qu'il ne sait pas penser autrement et c'est valable aussi pour JD Vance qui pour un universitaire sait également parler simple et clair.

Différentes conceptions de la domination

Allons un peu plus loin.

Là où *l'Art de la guerre* de Sun Tzu voit la domination comme une conquête indirecte, réfléchie et mesurée, *l'art du deal* de Trump conçoit la domination comme une confrontation directe et une affirmation de sa propre volonté.

Xi Jinping, à travers la stratégie chinoise contemporaine, semble moins soucieux de l'affrontement direct que de l'emprise silencieuse sur l'échiquier mondial.

La Chine cherche à devenir une superpuissance non pas en renversant l'ordre mondial actuel, mais en l'adaptant à ses propres intérêts à travers des stratégies subtiles, comme les investissements à l'étranger, l'exploitation des failles économiques et la gestion de crises mondiales. Cette approche est beaucoup plus lente mais ne cesse de gagner en influence en créant spécifiquement des dépendances, car toute la stratégie de domination chinoise peut se résumer à un résultat et un objectif majeur: **créer des dépendances pour créer la soumission et l'obéissance.**

Trump, lui, envisage la domination comme un processus fait d'actions plus ponctuelles et plus brutales, il cherche à dicter les termes de chaque contrat, à marquer son territoire, et à imposer ses conditions. Que ce soit avec la Chine, l'Union Européenne ou d'autres acteurs mondiaux, sa stratégie de négociation repose sur la mise en avant d'un rapport de force où il occupe toujours la position de négociateur dominant.

Deux visions du monde, un combat de titans !

Les stratégies de Xi Jinping et de Donald Trump illustrent deux visions profondément différentes de la politique, de la domination et du temps. Alors que Xi Jinping incarne la patience, l'indirect, la stratégie long terme inspirée de Sun Tzu, Trump peut sembler représenter l'opportunisme, l'affrontement direct, et une vision de la négociation qui se base sur l'instantanéité et la maximisation des gains immédiats. Ces deux approches mettent en lumière des conceptions du pouvoir profondément différentes, et l'on peut se demander laquelle d'entre elles se révélera la plus efficace dans le monde de demain.

La réponse est loin d'être évidente. Intuitivement on pourrait penser que la Chine avec son temps long est avantagée, mais il ne faut pas imaginer que les États-Unis ne raisonnent pas non plus à 30 ou 50 ans. Il ne faut pas imaginer que l'action de Trump se résume uniquement à ses saillies télévisées et scénarisées pour plaire à son électorat. Il ne faut pas non plus imaginer que seule la dimension temps rentre en compte. Il y a la capacité d'innovation, d'attraction des talents, l'idée de liberté et de promesses d'enrichissement, la croissance économique, les marchés financiers et encore de nombreux autres facteurs qui permettent d'articuler une stratégie cohérente, et ce qui est certain c'est que la Chine comme les États-Unis sont en train de déployer des stratégies complexes et d'une très grande cohérence pour s'affronter.

Un combat de titans dont nous ne serons non les héros mais les victimes, si nous aussi, les Français, en dehors même de l'Europe ne pensons pas non plus notre puissance et notre indépendance en remettant au cœur de notre stratégie la souveraineté du pays.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT
INSOLENTIAE

Souveraineté : Quand la France finance sa dépendance numérique

Category: 2020-2030,Actualités,Souveraineté
16 décembre 2025



Le 31 octobre dernier, la Cour des comptes a publié un rapport critique sur « les enjeux de souveraineté des systèmes d'information civils de l'État ». Elle y pointe les *clouds* interministériels sous-utilisés, la dépendance aux géants américains, les ministères en ordre dispersé et, plus généralement, l'absence d'une stratégie globale et cohérente.

Mais ce diagnostic va au-delà : il met en lumière la fragmentation et l'absence de coordination qui caractérisent la politique numérique française depuis 2017. La stratégie étatiste et centralisée d'Emmanuel Macron, fondée sur la dépense publique et la régulation, a accru la dépendance technologique de la France vis-à-vis des géants numériques étrangers sans pour autant faire émerger un écosystème numérique national.

Une e-administration éclatée

Le pays cumule une réglementation qui enfle sans cesse, une administration en augmentation constante et des programmes juxtaposés sans doctrine d'ensemble. La France légifère plus

qu'elle n'anticipe, régule davantage qu'elle ne produit et numérise son administration sans la rationaliser.

Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, l'administration en charge du numérique s'est hypertrophiée et les structures se sont multipliées (DINUM, France Num, Infranum, MedNum, Agence de l'innovation de défense, Campus Cyber, *French Tech*, Bpifrance Numérique, etc.) mais il n'existe toujours pas de ministre de plein exercice pour un secteur qui représente près de 20 % du PIB mondial et 35 % de la capitalisation boursière mondiale. Cette inflation institutionnelle entretient l'illusion d'une mobilisation permanente. L'État multiplie labels, comités et observatoires mais reste sans boussole. Résultat : une e-administration éclatée où la complexité a remplacé l'efficacité. Le classement des Nations unies sur le développement des administrations numériques illustre cette dégradation : la France est passée de la 10^e place en 2016 à la 34^e en 2024.

Millefeuille normatif indigeste

La régulation du secteur numérique suit la même logique. En cinq ans, les règlements et directives européens se sont multipliés : RGPD, DSA, DMA, *Data Act*, NIS 2, *IA Act*, *Cyber Resilience Act*, etc. Autant de textes formant un millefeuille normatif indigeste. Mais la France ne se contente pas d'appliquer les normes européennes, elle les surtranspose systématiquement.

Le droit français est devenu une forteresse réglementaire dans laquelle s'empilent lois, décrets et circulaires supplémentaires et se créent de nouvelles autorités de contrôle. Les *start-ups* et PME françaises supportent presque les mêmes contraintes que les GAFAM sans disposer, évidemment, de leur puissance financière. L'Union européenne, qui se voulait puissance économique, est devenue un modèle d'impuissance organisée pour ses États membres.

Acheteur non-stratège

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la surtransposition s'est également appliquée à la commande publique. L'Accord sur les marchés publics (AMP) de l'OMC, combiné au droit européen de la concurrence, a privé l'État de tout levier permettant de protéger et de développer notre écosystème numérique. Transposés avec un zèle particulier dans le code de la commande publique en 2019, ces textes interdisent toute préférence industrielle et privent les entreprises françaises de débouchés stratégiques. Les 200 à 400 milliards d'euros annuels de commande publique (selon les méthodes de calculs) sont ainsi gérés dans un cadre juridiquement neutralisé, dans lequel la logique de concurrence prime sur celle de la puissance publique. Cette vision, à rebours de celle des grandes puissances numériques mondiales, est suicidaire.

Les plateformes d'achat public amplifient mécaniquement le phénomène en favorisant les géants numériques, bien plus à même de répondre à leurs cahiers des charges que les PME et TPE françaises. Les principaux prestataires de services de l'État — matériel informatique, hébergement, bureautique, maintenance, logiciels — sont étrangers ou adossés à des licences étrangères. La dématérialisation, censée renforcer la souveraineté, a externalisé la maîtrise technique et budgétaire de l'administration. L'État se comporte désormais en acheteur, non en stratège : il sous-traite ce qu'il ne sait plus concevoir et achète la dépendance qu'il prétend combattre. Le résultat est simple : l'argent public finance le développement des géants du

numérique étrangers.

Investissement... étranger

Cette logique de transfert se vérifie aussi dans la politique publique d'investissement. La « Stratégie nationale pour le cloud », lancée en 2021 et censée bâtir une offre souveraine, a en réalité consacré la domination des infrastructures étrangères : le label « cloud de confiance » a ainsi permis aux opérateurs américains d'obtenir un agrément sans obligation de localisation ni autonomie technologique, tandis que le projet Bleu (Orange-Capgemini sous licence Azure) a figé cette dépendance sous la forme d'un partenariat public-privé asymétrique.

Trois ans plus tard, le même scénario se reproduit avec l'intelligence artificielle : les 109 milliards d'euros annoncés en 2025 par le président Macron pour faire de la France un « leader européen de l'IA » reposent sur des capitaux majoritairement étrangers — émiratis, canadiens, américains et chinois. Le futur campus d'IA de Seine-et-Marne, financé par le fonds MGX, concentrera sur le sol français des infrastructures sous pavillon extérieur, prolongeant le modèle du cloud de confiance.

La France compte bien 322 centres de données, ce qui la place au sixième rang mondial, mais la majorité des nouvelles capacités sont pilotées par des groupes étrangers. Elle accueille les infrastructures mais ne possède ni les technologies ni la valeur ajoutée. Du *cloud* à l'IA, le même modèle se reproduit : l'État investit au profit d'entreprises étrangères sans contreparties technologiques et aggrave son propre déclin industriel et numérique.

Nous vivons un paradoxe absolu : pendant que les discours sur la souveraineté numérique et la réindustrialisation se multiplient, la France continue d'appliquer des règles qui rendent ces objectifs inatteignables. Elle a multiplié les structures, empilé les normes, est passée de propriétaire à locataire de son propre écosystème numérique, et a neutralisé sa commande publique tout en affirmant vouloir devenir un leader mondial du numérique. Résultat : la France finance sa propre dépendance numérique.

Cyrille DALMONT

Directeur de recherche à l'Institut Thomas More

Article publié dans *Le Point* et sur le [site de l'Institut Thomas More](#)

28 novembre 2025

Vient de publier le rapport [Politique numérique d'Emmanuel Macron : le bilan](#)

Vidéo. RDC / RWANDA : Une paix signée !

Category: Actualités,Afrique,Alain Juillet

16 décembre 2025



Laurent-Désiré Kabila

Évolution du conflit entre La République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda. Le rôle de Donald Trump.

Le point de situation d'Alain Juillet (Open box TV). décembre 2026

Dans cette nouvelle émission, Alain Juillet et Claude Medori reviennent sur le conflit entre la République démocratique du Congo et le Rwanda qui dure depuis plus de 30 ans.

Cette guerre est en tout point monstrueuse, dont les femmes et les enfants sont les premières victimes et qui a fait plus de 6 millions de morts.

Nous donnons la parole à des personnalités françaises et congolaises que nous avons interviewées ces derniers mois et qui nous rappellent toute l'importance géopolitique et géostratégique de la RDC en Afrique.

Aujourd'hui, le président Trump a pris à bras le corps ce dossier pour imposer une paix durable, espérons que ses efforts soient couronnés de succès.

Date de mise en ligne : 05/12/2025

Durée : 00:27:27

Compte YouTube : [Open Box TV](#)

Notion : Le patriotisme, cette foi du charbonnier au service de la France

Category: Actualités, Global

16 décembre 2025



Servir son pays, donner le sang de ses enfants, pourquoi ? Le général Pierre Gillet (2S) revient sur la question du patriotisme soulevée par le chef d'état-major des armées fin novembre. Difficile de se préparer à la guerre sans aimer son pays, et si l'amour de la France est en berne, il ne se décrète pas.

L'intervention du chef d'état-major des armées (CEMA) fin novembre au congrès des maires de France et la décision du président Emmanuel Macron de rétablir un service militaire de dix mois au volontariat, ont indirectement ouvert le sujet du patriotisme.

Loin des basses manœuvres politiques et des déclarations chocs (inaudibles ?), la question du service de son pays reste majeure. Et pour y répondre, encore faut-il qu'il n'y ait pas de doute sur le bien-fondé de la cause à défendre, et des Français pour s'y engager corps et âme. Le [patriotisme](#) ne sera jamais Moloch qui réclame le sang de ses enfants.

Entretenir la flamme

Que les Français aiment la France est la condition absolument nécessaire pour que celle-ci garde sa vitalité et son rayonnement. Les défis, économiques, anthropologiques, écologiques, numériques, migratoires qui se dressent sur notre route requièrent une grande énergie pour

les surmonter. Allons droit au but : aimer son pays consiste à reconnaître ce qu'on lui doit, à participer à l'aventure commune et quand il le faut, à le défendre. La haine, le contraire de l'amour, nous détourne de notre pays, provoque de l'aversion, du dégoût. Elle est bien présente autour de nous. Malheureusement, si le patriotisme correspond à l'amour de son pays, pas besoin de longs développements pour montrer qu'il est en berne. Heureusement, les héros, si souvent anonymes, ne manquent pas autour de nous pour témoigner qu'une flamme brille dans les cœurs des hommes et des femmes de bonne volonté, à condition qu'elle soit entretenue. Comment l'entretenir ? Là est la grande question du patriotisme.

Une question de justice

"Patrie" convoque l'idée du père et "nation" celle de naissance. La première correspond à un héritage ; la seconde à un enracinement physique. Dans la première, rien n'empêche d'avoir des fils adoptifs. Par la naissance, nous ne choisissons pas notre pays et notre famille. Dans tous les cas, l'héritier, comme le fils naturel, reçoit le cadeau de la vie. Dans les deux cas, ce cadeau appelle la reconnaissance et la gratitude. D'une part, nous admettons que nous sommes ce que nous recevons ; qu'il s'agisse de notre culture, de notre religion, des valeurs et des connaissances. D'autre part, nous n'avons aucun moyen de mesurer justement ce que nous devons rendre à notre tour. L'amour filial de son pays n'est pas une vertu facultative mais une question de justice. Dans tous les cas, nous avons une attache personnelle avec notre pays (de naissance ou d'accueil) et avec notre famille. Sans elle nous devenons des apatrides, des déracinés qui se livrent au plus offrant, si souvent pour le pire !

Le combat de l'enracinement

"Tout cela est bien beau" diriez-vous avec raison. La réalité est plus sombre et l'amour ne se décrète pas. Les faits sont têtus et une certaine classe politique et intellectuelle se complaît à décrier et déconstruire la France. Un combat s'engage, celui de l'enracinement, thème cher à la philosophe **Simone Weil**. C'est un besoin de l'âme. Soyons offensifs avec un brin d'optimisme. Sur l'actuel champ de bataille spirituel, intellectuel, moral, les cœurs et les esprits sont prêts à entendre la vérité. Toutes les personnes investies dans la formation de notre jeunesse peuvent en témoigner.

À l'instar de cette période de l'Avent qui nous prépare à Noël, les temps sont mûrs pour rappeler les réalités de notre histoire, donner l'envie de servir, encourager les âmes de bonne volonté à mettre leurs bras, leur cœur, leurs tripes au service de leur pays. Ce n'est pas réservé à un petit groupe d'élus. Sur ce front, nous sommes tous des combattants de première ligne et c'est de la somme de nos efforts et de nos engagements (chacun selon ses charismes) que viendra le redressement. La foi du charbonnier qui fait face aux sermons incompréhensibles et aux injonctions déconnectées de la réalité des grands de ce monde ! Donnons raison à [Charles Péguy](#) lorsqu'il écrit à propos de la patrie : « *Elle est cette portion de terre où une âme peut respirer et où un peuple ne meurt pas.* »

Général (2s) [Pierre Gillet](#)

[Aleteia](#)

12 décembre 2025

Sécurité : La base militaire de Creil survolée par des drones fin novembre (armée)

Category: Actualités, Global
16 décembre 2025



La base militaire de Creil (Oise), qui abrite notamment des installations de la Direction du renseignement militaire (DRM), a été survolée par plusieurs drones fin novembre, a appris l'AFP auprès de l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE).

Confirmant en partie une information de la revue *Air et Cosmos*, une porte-parole de l'AAE a indiqué à l'AFP que "la présence de plusieurs drones est avérée" dans la nuit du 26 novembre au-dessus de cette base qui abrite notamment des installations techniques de la DRM, un des principaux services de renseignement français.

"Tout lien avec des provocations étrangères est à ce stade prématuré", a ajouté cette source.

Plusieurs potentiels survols de drones au-dessus d'infrastructures critiques ont été signalées en Europe ces dernières semaines, et certains responsables politiques ont accusé la Russie de se livrer à ces actions de guerre hybride. Des survols ont aussi été signalés au-dessus de sites

militaires en France.

Le 26 novembre, face à la présence avérée des drones, les militaires chargés de la protection du site de Creil ont tiré avec des armes de calibre 12, à canon lisse et à faible portée, selon *Air et Cosmos*, une information confirmée par une source sécuritaire à l'AFP. L'AAE n'a pas confirmé ces tirs.

Un hélicoptère avec un équipage spécialisé dans la lutte antidrones a été ensuite dépêché sur place, mais les drones avaient disparu, selon l'AAE.

Selon *Air et Cosmos*, six drones ont été signalés simultanément, un chiffre qui n'a pas été confirmé.

Cette base interarmées *"sensible n'a subi aucune dégradation et reste pleinement opérationnelle pour l'ensemble de ses missions"*, a ajouté l'AAE, précisant qu'une plainte a été déposée et qu'une enquête est en cours.

C'est le deuxième site particulièrement sensible à être survolé par des drones en quelques jours, après la base de l'Île Longue en Bretagne, qui abrite les sous-marins de la dissuasion nucléaire française, jeudi dernier, là encore sans qu'un lien puisse être établi avec la Russie.

La source sécuritaire a dit à l'AFP qu'il était trop tôt pour savoir si ces survols sont organisés ou s'il s'agit d'un phénomène de mimétisme consécutif à la publicité donnée à ces survols.

A Creil, les militaires ont eu des soupçons sur la présence de drones au-dessus de la base durant les nuits des 28 et 30 novembre mais *"les conditions météo (nuit, brouillard épais, plafond bas) n'étaient pas propices à une levée de doute irréfutable"*, a indiqué l'AAE, soulignant la proximité de l'aéroport de Roissy et la présence d'avions de ligne.

Plusieurs sources militaires ou sécuritaires interrogées ces dernières semaines par l'AFP ont insisté sur le potentiel risque d'emballement psychologique autour des signalements de drones en Europe, soulignant l'immense difficulté d'identifier un drone dans le ciel la nuit par un témoin ne disposant pas de matériels de détection spécifique.

AFP

08 décembre 2025

Source visuel : IA

Puissance militaire : La Russie, une
« armée apprenante » plus puissante qu'au

début de la guerre

Category: 2022-2025 : Guerre en Ukraine,Actualités,Global
16 décembre 2025



La perception de l'armée russe oscille entre puissance menaçante d'un côté et faiblesse dérisoire de l'autre. Mais au cours de cette guerre, elle a beaucoup appris.

À quelques mois d'intervalle, la Russie aura introduit sur le champ de bataille un missile balistique expérimental de portée intermédiaire, l'Orechnik, qui a frappé la ville de Dnipro à près de Mach 10, et... des ânes pour sa logistique. Voici résumé à grands traits, volontairement forcés, l'état de la « deuxième armée du monde » telle qu'elle est souvent décrite, dessinant dans les esprits la forme d'une montagne russe ne cessant jamais d'alterner entre deux états opposés, celui d'une puissance menaçante d'un côté, celui d'une faiblesse dérisoire de l'autre. Un pays qui dépiaute des machines à laver pour trouver les composants électroniques qui lui manquent ; des soldats qui se déplacent en trottinette sur les routes du Donbass ; des chars dont les tourelles sont « satellisées » sous le coup des drones ukrainiens...

Et pourtant, une évidence s'est lentement cristallisée ces derniers mois avant d'être imposée avec virulence par Donald Trump aux Européens : héroïque, intelligente et adaptable, l'armée ukrainienne, également usée et sous pression, ne pourra pas, en l'état, reconquérir les territoires occupés par la Russie. Pire : les forces russes, mètre après mètre, continuent de grignoter l'est de l'Ukraine. Comment a-t-on ainsi pu passer ces différentes étapes médiatiques : « Kiev tombera en trois jours » (début 2022) ; « Le régime russe s'effondrera » (début 2023) ; « La Russie ne peut pas perdre » (début 2024) ; « La Russie risque de gagner »

(début 2025) ?

L'armée russe s'est adaptée

À chaque étape de la guerre d'Ukraine, pris dans un faisceau déformant de biais cognitifs, la majorité des analyses occidentales ont commis de graves impairs en décrivant l'armée russe et ses adaptations. Au départ, elle a été nettement surestimée : l'opération militaire spéciale aurait rejoué la lutte de David contre Goliath. Sa rapide avancée, tous azimuts, vers Kiev, Tchernihiv, Soumy, Kharkiv, Marioupol, Kherson et Mykolaïv, a renforcé cette première impression. Et pourtant, seuls quelque 200 000 soldats russes ont attaqué le 24 février 2022 : c'est en infériorité numérique que la Russie a envahi l'Ukraine, avec des unités rétrécies puisque les conscrits n'ont pas été engagés. Ainsi, « *certain bataillons avaient la taille de compagnies. À l'arrière des BTR [véhicules blindés de transport de troupes, NDLR], il n'y avait parfois que deux ou trois fantassins* », illustre un officier supérieur français, fin connaisseur du conflit.

Au départ, la Russie a transposé en Ukraine une innovation organisationnelle qui avait fait ses preuves en Syrie dans un cadre expéditionnaire : les BTG (*batalonnaja takticheskaja grupp*a). L'idée était de créer un groupe tactique de bataillon interarmes composé d'une unité d'infanterie disposant de ses propres appuis en matière de blindés, d'artillerie et de défense aérienne. Les BTG se sont avérés un cauchemar logistique dans une guerre de haute intensité dont les lignes étaient étirées à l'extrême. L'une des premières adaptations de l'armée russe, après les errances de l'année 2022, a été d'en revenir à des unités tactiques spécialisées, avec une structuration classique sous la forme de brigades, de divisions, de corps d'armée et d'armées. Seule une telle organisation peut permettre de gérer la complexité inhérente à un conflit majeur drainant autant de ressources.

Les Ukrainiens, eux, ont privilégié les brigades, indépendantes les unes des autres : ce qui a pu apporter une flexibilité accrue à l'échelon tactique a rapidement atteint ses limites à l'échelon opératif, qui nécessite des états-majors spécifiques pour coordonner au mieux les moyens. Ce n'est qu'au début de l'année 2025 que l'Ukraine s'est résolue à créer de véritables corps d'armée. Dans le même temps, la Russie grimpe d'une marche puisqu'elle a annoncé que plusieurs de ses brigades allait devenir des divisions. Et à l'échelon supérieur, le nombre d'armées est passé de 12 au début du conflit à 16 voire 17. « *La Russie dispose de meilleurs états-majors. Or, ce sont les échelons opératifs et stratégiques qui s'avèrent les plus décisifs dans une guerre, davantage que le niveau tactique, qui fait l'objet de trop d'attention médiatique* », assure un haut gradé français.

Les structures et les hommes

Certes, il faut concevoir les bonnes structures, mais encore faut-il des hommes. Ce fut la principale gageure pour les Russes dont le dispositif en Ukraine, corseté par la qualification juridique d'« opération militaire spéciale », était trop maigre. En face, au début de la guerre, les forces ukrainiennes ont rapidement gagné en volume, grossies par le flux de volontaires confrontés à une menace existentielle. À l'automne 2022, la situation est devenue critique pour les Russes : tout leur dispositif étiré sur plus de 1 000 km de front s'est révélé comprimé à chacune de ses extrémités, dans la région de Kherson au sud et dans celle de Kharkiv au nord. Les deux contre-offensives ukrainiennes ont représenté une victoire spectaculaire pour Kiev, et

un camouflet pour Moscou. Les Russes ont dû amorcer plusieurs manœuvres de repli, plutôt réussies, pour raccourcir le front et sanctuariser le Donbass ainsi que le corridor terrestre vers la Crimée passant par les oblasts de Zaporijjia et de Kherson.

Mais à quel prix politique ! Les Russes ont été chassés de Kherson (seule capitale régionale conquise en 2022) et surtout de leur tête de pont, devenue intenable, sur la rive droite du Dniepr, dont la conquête éclair en février 2022 avait été un succès majeur, faisant planer la menace d'un contrôle des bords de la mer Noire jusqu'à Odessa et la Transnistrie. Se dessinait alors la forme impériale historique de la « Novorossia », fantasme des nationalistes grands-russes. De l'autre côté, ils ont abandonné près de 10 000 km² dans le sud de l'oblast de Kharkiv, qui représentait un balcon, dessiné par les contours de la rivière Donetsk, au-dessus du Donbass, menacé d'être pris en tenaille. Chassés de cette avancée au nord, les Russes étaient désormais contraints d'attaquer frontalement cette région lourdement fortifiée depuis 2014 pour conquérir l'intégralité des régions de Donetsk et de Lougansk, cœur de leurs revendications territoriales. C'est d'ailleurs ce qu'ils font depuis 2023, avec un certain succès, mais à un rythme assez lent (3 500 km² conquis en 2024, par exemple).

Vladimir Poutine a néanmoins compris que ces revers nécessitaient une réponse politique et non seulement militaire : il a alors fait le choix, toujours à l'automne 2022, de lancer une mobilisation partielle de 300 000 hommes tout en décidant d'annexer les quatre oblasts. Le général Sourovikine, qui commandait alors les opérations russes en Ukraine, s'est chargé de cette période transitoire difficile : il fallait en quelques mois équiper et former les mobilisés tout en créant de solides lignes de défense. Et pendant que l'armée russe se régénérât, la longue et terrible bataille de Bakhmout, menée en grande partie par les mercenaires de Wagner, y fixait parmi les meilleures troupes ukrainiennes jusqu'en mai 2023. La stratégie patiente des Russes a payé : la contre-offensive ukrainienne de l'été 2023, visant à isoler la Crimée du Donbass en filant vers le sud dans la région de Zaporijjia jusqu'à la mer d'Azov, a fait long feu et s'est soldée par un fiasco.

Depuis l'automne 2023, la Russie a repris l'initiative sur quasiment toute la ligne de front. « *On a assisté à un point de bascule puisque les Russes ne sont désormais plus en infériorité numérique* », observe une source militaire française. On peut estimer que le contingent russe en Ukraine s'élève aujourd'hui à 600 000, voire 700 000 hommes (sur une armée de 1,5 million) contre environ 400 000 à 500 000 Ukrainiens. « *Les Russes alignent 32 divisions et 65 brigades de mêlée, contre 17 et 33 au début de la guerre* », résume un officier supérieur. Et pour arriver à ces chiffres, la Russie ne repose plus sur une mobilisation contrainte de sa population, mais s'appuie sur des cohortes de volontaires (30 000 par mois, voire plus), attirés par des salaires élevés, notamment dans les régions périphériques du pays. En face, les Ukrainiens, eux, mobilisent et se retrouvent face à une gageure : les premiers volontaires au début de la guerre étaient logiquement les plus motivés ; ceux de 2025 n'ont plus la même fougue. Les mobilisations forcées dans les villes ukrainiennes font le tour des réseaux sociaux et les médias ukrainiens s'alarment du niveau inquiétant des désertions : jusqu'à 150 000 voire 200 000 soldats manqueraient à l'appel. Le chiffre mensuel reconnu par le ministère de la Justice s'élève à 5 000, soit l'équivalent d'une brigade chaque mois qui s'évapore.

Des besoins d'hommes et d'armes

L'Ukraine est rattrapée par une loi de la guerre, qui est puissante, comme le rappelle

régulièrement le géopolitologue réaliste John Mearsheimer, même s'il n'existe pas de déterminisme : le pays compte en théorie 40 millions d'habitants, mais en réalité, moins de 30 en raison de l'émigration (en partie vers la Russie) et de l'occupation russe de 18 % de son territoire. En face, la Russie compte un réservoir de 144 millions d'habitants, sans doute quelques millions de plus en tenant compte des Ukrainiens désormais du côté russe. Le rapport est donc proche de 1 à 5.

Qu'en est-il des équipements ? Les pertes russes ont été très élevées, surtout au début de la guerre. Si l'on prend l'exemple des chars, elles atteignent au moins le chiffre colossal de 3 500, soit l'équivalent de leur nombre en service au début de la guerre. Mais la Russie en compterait encore 2 500 opérationnels. L'explication repose sur les 12 000 chars de réserve, certes maintenus dans des conditions très hétérogènes. Cette profondeur de stock ex-soviétique permet à la Russie de pouvoir tenir plusieurs années d'autant que les pertes diminuent ces derniers mois et que le pays produit 1 500 chars par an (1 250 « rétrofités » et 250 neufs), soit un chiffre supérieur aux pertes. L'on pourrait raisonner globalement ainsi pour la plupart des équipements militaires. Un goulot d'étranglement semblait concerner les tubes d'artillerie, mais l'allié nord-coréen permet aujourd'hui à la Russie d'éviter toute situation critique : Pyongyang a fourni 240 canons Koksan de 170 mm et des dizaines de lance-roquettes multiples M1991 qui ont servi à créer une nouvelle division d'artillerie russe, la 34e. Rappelons par ailleurs que la Corée du Nord a livré près de 8 millions d'obus à la Russie, qui en produit 4 millions annuellement, ce qui permet sans difficulté de tirer 15 000 coups par jour.

Quid de la « dronisation », phénomène le plus marquant de la guerre ? Au début, la Russie peinait face aux Ukrainiens. Mais là encore, elle s'est adaptée, d'abord avec son allié iranien qui lui a fourni des centaines de Shahed, drones kamikazes low cost à longue portée que Moscou a améliorés et produit aujourd'hui sous le nom de Geran-2 en si grand nombre que son armée peut en tirer plus de 100 par jour dans la profondeur du territoire ukrainien. Leur doctrine d'emploi évolue aussi : « *Les Russes ont introduit des leurres pour faire de la 'déception'. Puis, très récemment, ils ont commencé à lancer des essais de drones vers les villes ukrainiennes* », commente un officier français. Quant au type de drone le plus répandu de la guerre en Ukraine, les petits FPV équipés de grenades à charge creuse qui pullulent par dizaines de milliers sur le front, la Russie a là aussi rattrapé son retard sur les Ukrainiens, les dépassent même aujourd'hui partiellement avec l'introduction de drones à fibre optique qui ne peuvent être brouillés par des moyens de guerre électronique. Il est impossible de dresser ici la liste de tous les équipements emblématiques de ce conflit, mais citons malgré tout les bombes planantes KAB allant de 500 kg à 3 tonnes : il s'agit de simples bombes à gravité (que la Russie possède par milliers) néanmoins équipées d'un kit leur permettant de franchir une distance de plus de 50 km. Les bombardiers tactiques Su-34 peuvent ainsi tirer à distance de sécurité ces armes dévastatrices et difficilement interceptables qui font des ravages sur les positions fortifiées ukrainiennes.

L'on retrouve dans l'adaptation de l'armée russe cette préférence pour des solutions rustiques, économiques et disponibles en masse. « *Ce qui est crucial dans une guerre de haute intensité, ce n'est pas d'opposer le high-tech au low-tech, mais de penser en termes de smart-tech* », résume un chasseur alpin français qui prend à dessein l'exemple des ânes réintroduits en 2021 par l'armée française en montagne : si leur présence sur le front a fait ricaner de nombreux observateurs, c'est à tort, car le mulet s'avère une excellente solution pour la logistique du dernier kilomètre dans des terrains peu praticables.

Tous ces éléments d'adaptation convergent vers la nature de la guerre d'Ukraine, qui est devenue au fil des mois une guerre d'attrition : l'enjeu premier pour un belligérant n'est pas d'abord la conquête du terrain ennemi, mais la destruction des capacités adverses, qui doit être plus rapide que celle de ses propres forces. À cette aune, malgré des réussites tactiques indubitables, l'Ukraine est en train de perdre pied sur le plan opératif et même stratégique face à une armée russe pour qui le temps, pour l'instant, joue en sa faveur. Si le conflit en Ukraine n'est plus une guerre de mouvement, c'est aussi en raison d'un blocage tactique sur le terrain dû à la transparence du champ de bataille et à la létalité des armes : concentrer des forces est devenue si difficile que toute grande manœuvre est quasiment exclue.

Là encore, les Russes se sont adaptés en privilégiant l'usage de petits groupes d'infanterie de la taille d'une section pour disperser les moyens et ne pas attirer les feux. Sur le modèle de Wagner, chaque pion tactique possède désormais son propre groupe d'assaut qui privilégie des modes de transport légers et rapides, à l'image de motos ou de 4 x 4 qui tentent de rouler plus vite que les drones FPV. Par rapport au début de la guerre, l'on assiste ainsi à une démécanisation partielle du champ de bataille, observable dans chacune des deux armées, même si les blindés tentent de s'adapter au nouvel environnement à coups de brouilleurs et de blindage passifs et actifs supplémentaires, créés souvent de façon artisanale. *« C'est la vertu d'une logique 'bottom-up' [du bas vers le haut] : les premières cages électroniques sur la tourelle des chars relevaient du bricolage, aujourd'hui c'est standardisé en usine »*, commente un officier. Reste que, face aux drones FPV, un bon vieux fusil de chasse est souvent le meilleur remède... même si l'on observe des adaptations plus structurelles comme des routes entièrement protégées par des filets, aperçus d'abord du côté russe vers Toretzsk ou Pokrovsk. Trop tardivement, les Ukrainiens ont adapté cette méthode entre Soumy et Koursk. L'effet offensif sur le terrain est forcément réduit par cette nouvelle donne qui implique des avancées processionnelles très lentes, de quelques centaines de mètres par jour. Mais une guerre d'attrition ne s'achève pas par une grande bataille décisive : l'usure finit par produire des effondrements locaux qui peuvent finalement aboutir à un effondrement systémique, qui n'a pas encore été observé en Ukraine. Le risque existe-t-il ? Un haut gradé français observe que, sur le plan tactique également, les Russes ont progressé depuis le début de la guerre : *« On observe de nombreuses rotations des troupes sur le terrain. Ça leur offre la possibilité de récupérer, mais ça permet aussi à toutes les unités de lancer des initiatives tactiques, pas seulement aux quelques formations d'élite comme dans l'armée ukrainienne. Il y a une standardisation qui permet à toute l'armée de s'aguerrir »*.

En définitive, omettre que l'armée russe s'est adaptée durant ces trois ans de guerre serait offrir un cruel cadeau aux Ukrainiens. Dans *Le Figaro* récemment, le professeur Olivier Zajec faisait remarquer que *« la vérité du terrain, cette "guerre réelle" que Clausewitz oppose à la guerre "sur le papier", oblige à s'adapter en conduite, ce qui peut être douloureux [...] Les Russes, qui ont connu des déboires en 2022, l'ont fait. Il leur a fallu beaucoup d'humiliations pour acquérir un peu d'humilité [...] Les Ukrainiens, eux, ont choisi de passer le point culminant, ou y ont été incités »*. Une source militaire française abonde : *« L'armée russe est une armée apprenante qui a fait un bond qualitatif et quantitatif face aux difficultés, voire à ses échecs. Elle est battle-tested et battle-hardened : les mauvais cadres ont été éliminés, les mauvaises procédures corrigées, les équipements adaptés. La sélection naturelle fait son effet. »* Et l'officier supérieur rappelle en prime que *« la Russie se bat avec une main dans le dos »* puisqu'elle n'a pas sonné la mobilisation générale et qu'elle n'est pas réellement en économie de guerre [les moyens de production civils ne sont pas utilisés, ou marginalement,

pour la production militaire, NDLR]. Jusqu'à présent, la Russie n'a pas non plus ciblé le soutien occidental (satellites, AWACS, bases logistiques arrières, etc.) qui représente pour l'Ukraine une profondeur stratégique jusqu'à présent épargnée pour éviter une escalade fatale avec l'Otan. En attendant, « *un monstre militaire est en train de se créer* », conclut le haut gradé.

[Alexis FEERTCHAK](#)

[Revue Conflits](#)

03 décembre 2025

[Brève : Décret relatif aux opérateurs de référence du ministère des Armées pour la coopération militaire internationale](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Global

16 décembre 2025



Dans un contexte géopolitique mouvant, le maintien et le développement de l'influence de la France requièrent, en ce qui concerne la coopération internationale militaire, une assistance des armées par des

opérateurs économiques de référence, capables de seconder ou de se substituer aux forces dans certaines missions identifiées et dotés, à cette fin, de droits exclusifs ou spéciaux par domaine d'activité. Le projet de décret définit les droits exclusifs, leur portée, leur périmètre, leur format et leurs conditions d'attribution et de mise en œuvre, dans le respect des principes de nécessité et de proportionnalité.

[Décret n° 2025-1030 du 31 octobre 2025](#)

[Publié au Journal officiel n° 0258 du 01 novembre 2025](#)

Pour télécharger la publication officielle du décret, [cliquez ICI](#)

Photo créée par IA

Brève : A titre posthume, Alfred Dreyfus nommé au grade du général de brigade

Category: 2020-2030,Actualités,Affaire Dreyfus,Global
16 décembre 2025



La Nation française élève, à titre posthume, Alfred Dreyfus au grade de général de brigade, le 17 novembre 2025. La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat. Pour télécharger l'annonce officielle publiée au Journal Officiel, [cliquez ICI](#)

Vidéo : L'Allemagne : Maître de l'Europe !

Category: 2020-2030,Actualités,Alain Juillet,Géopolitique,Union Européenne

16 décembre 2025



Dans cette nouvelle émission, Alain Juillet et Claude Medori reçoivent Thierry Garçin à l'occasion de la sortie de son livre « La question allemande en Europe depuis l'unification ». Nous découvrons et analysons la face cachée des relations franco-allemandes qui deviennent de plus en plus compliquées et qui mettent en péril l'existence même de l'Union européenne.

Date de mise en ligne : 07/11/2025

Durée : 00:49:19

Compte YouTube : [Open Box TV](#)

[00:00](#) : Introduction

[03:35](#) : L'Allemagne, un pays puissant

[08:50](#) : La remilitarisation de l'Allemagne

[16:20](#) : L'Allemagne veut dominer l'Europe

[29:04](#) : L'arme nucléaire française

[38:07](#) : L'occident privilégie la force au droit

[43:36](#) : L'Europe dans un cul-de-sac

[47:53](#) : Discussion de fin

Guerre en Ukraine : La corruption comme un art de vivre

Category: 2000-2020,Actualités,Global
16 décembre 2025



21 avril 2019 – « En écrivant et en incarnant le rôle principal dans la série à succès *Serviteur du peuple*, dans laquelle un professeur d'histoire, Vasyl Holoborodko, est propulsé président pour nettoyer le pays de la corruption, M. Zelensky a simplement donné à des millions d'Ukrainiens le sentiment que la politique pouvait être autre chose ». Benoît Vitkine rapportait, pour *Le Monde* (1), la victoire avec 73% des voix de Volodimir Zelensky en Ukraine, en notant : « Il est assez facile de comprendre contre quoi les Ukrainiens ont voté : corruption, guerre, pauvreté, ces maux associés à l'ère Porochenko ».

Ajoutant : « Ce changement plébiscité par les électeurs est aussi un pari. En 2014, les Ukrainiens ont estimé que nul n'était mieux placé pour démanteler le système politico-mafieux ukrainien que l'un de ses enfants, l'oligarque Petro Porochenko ; cinq ans plus tard, alors que leur pays est déchiré, ils misent sur un outsider investi d'une mission de salubrité publique ».

Mais quelques mois plus tard, en octobre 2021, des ombres viennent ternir déjà le promoteur d'un « populisme d'un type nouveau : un populisme « sympa », proeuropéen, qui ne cherche pas le clivage mais le rassemblement d'une Ukraine aux identités morcelées » – promesses de

campagne non tenues, comme on le sait. Un regroupement de journalistes d'enquête, l'OCCRP (Organized Crime and Corruption Reporting Project), fondé en 2006, révèle que « M. Zelensky et ses partenaires dans une société de production télévisuelle, Kvartal 95, ont mis en place un réseau de sociétés offshore depuis au moins 2012, année où la société a commencé à produire régulièrement des contenus pour les chaînes de télévision appartenant à Ihor Kolomoisky, un oligarque poursuivi par des allégations de fraude portant sur plusieurs milliards de dollars ». C'est l'affaire des Pandora Papers, qui décrypte l'implication de Volodimir Zelensky, de sa femme et de leurs cercles proches dans l'achat de « coûteuses propriétés », notamment à Londres (2).

Vient l'affrontement armé avec la Russie, en février 2022.

Le 2 août 2022, c'est Thomas Friedman, trois fois prix Pulitzer, qui s'inquiète dans le New York Times, de « drôle d'affaires à Kiev ». Précisant : « En privé, les responsables américains sont beaucoup plus préoccupés par les dirigeants ukrainiens qu'ils ne le laissent paraître ». Le 7 août, c'est a chaîne américaine CBS (3) qui s'intéresse, avec précaution, au sort des « armes et équipements militaires » qui « sont acheminés jusqu'à la frontière polonaise, où les États-Unis et les alliés de l'OTAN les transportent rapidement de l'autre côté de la frontière pour les remettre aux autorités ukrainiennes ». Selon un témoin, « seulement « 30 à 40 % » des fournitures qui traversaient la frontière atteignaient leur destination finale ». Le doute traverse la presse américaine – dont Newsweek, le 10 août (4). « Ainsi, les contribuables américains empruntent des dizaines de milliards de dollars que leur pays n'a pas, pour envoyer des fortunes au dirigeant irresponsable d'un pays corrompu, tout cela pour intensifier une guerre dans laquelle les États-Unis n'ont aucun intérêt national vital. Oh, et cela pendant une récession marquée par une inflation galopante au niveau national. Je vois ».

Un an après « l'opération militaire spéciale russe » cependant, les armes arrivent toujours à flots en Ukraine. A l'Ouest, on s'est donc fait une raison quant à la corruption ?

Pourtant, la Cour des comptes européenne avait averti, dès 2021. Son rapport est toujours disponible en français. Et très clair, facile à lire, en synthèse ou in extenso. Que dit le rapport ? Il permet de comprendre comment les Ukrainiens acceptent cet état de fait. « L'Ukraine est minée de longue date par la corruption et est confrontée à la fois à la petite et à la grande corruption. La petite corruption est généralisée et est acceptée comme un phénomène presque inévitable par une grande partie de la population. Pour justifier leur participation à la petite corruption, les citoyens font souvent remarquer que de hauts fonctionnaires et des oligarques sont impliqués dans des malversations à une bien plus grande échelle. Les experts estiment que des montants considérables, à savoir des dizaines de milliards de dollars, sont perdus chaque année en raison de la corruption en Ukraine ».

La grande corruption ?

« Transparency International définit la grande corruption comme un abus de pouvoir de haut niveau, qui profite à quelques-uns au détriment du plus grand nombre et cause des préjudices graves et de grande ampleur aux individus et à la société. En Ukraine, la grande corruption repose sur des liens informels entre des fonctionnaires de l'exécutif, des membres du parlement, des procureurs, des juges, des agents des services répressifs, des dirigeants

d'entreprises publiques, ainsi que des individus/entreprises jouissant de relations dans le monde politique (voir l'infographie, à ne pas manquer !). L'Ukraine compte environ 3 500 entreprises publiques au niveau central et 11 000 au niveau municipal ». Peut-on être plus clair ?

Précision ? « La «captation de l'État» par des groupes de puissantes élites politiques et économiques à la structure pyramidale et enracinés dans l'ensemble des institutions publiques et de l'économie est considérée comme l'une des caractéristiques spécifiques de la corruption en Ukraine. Tant le Fonds monétaire international (FMI) que le gouvernement ukrainien ont reconnu que des intérêts particuliers ont généré une résistance aux réformes structurelles. La grande corruption due à la faiblesse de l'état de droit et à la large influence des oligarques va à l'encontre des valeurs de l'UE et constitue un obstacle majeur au développement de l'Ukraine. La grande corruption ou la corruption de haut niveau entrave la concurrence et la croissance du pays, nuit au processus démocratique et fait le lit de la petite corruption ».

En 2021, la Cour pouvait espérer que les recommandations de l'Union européenne seraient efficaces.

D'ailleurs un an après le début de la guerre, en février 2023, Yves Bourdillon notait pour les Echos (6), que « le simple comique troupier télévisuel » de 2019, Volodimir Zelensky, « vêtu de son désormais inévitable tee-shirt kaki, celui qui a été élu [personnalité de l'année par le magazine « Time »](#), a reçu à Kiev tous les grands chefs d'Etat et de gouvernement alliés. Joe Biden a été, lundi, le premier président américain à se rendre dans un pays en guerre sans que son armée y soit déployée ». On se souvient aussi comment Volodimir Zelensky a été acclamé par le Parlement français en mars 2022, Assemblée nationale et Sénat (7). Tout à sa détestation de Vladimir Poutine, Joe Biden, lui même concerné par les affaires de son fils en Ukraine, continue de déverser armes et milliards sur le pays.

L'arrivée de Donald Trump en janvier 2025 ?

Ce n'est pas la corruption mais une autre vision du monde qui lui fait changer de pied – avec sa spectaculaire rencontre avec le président russe en Alaska – la suite nous étant à peu près indéchiffrable les deux protagonistes se voulant pour l'heure taiseux. C'est l'Europe – qui ne participe en rien aux négociations – qui a bruyamment repris le flambeau du soutien à l'Ukraine. Et qui est touchée de front par la nouvelle affaire « *de corruption d'une ampleur exceptionnelle* » qui, nous dit le Figaro (8), « *secoue les plus hautes sphères de l'Etat ukrainien* ». On y parle de milliards et de très proches de Zelensky (Timur Mindish, son associé dans Kvartal 95, voir plus haut), de quoi rendre la vue aux aveugles. « *Elle a été révélée le 11 novembre, quand le Bureau national anticorruption (Nabu)* » dont Volodimir Zelensky voulait supprimer l'indépendance – « *a annoncé l'inculpation de huit personnes pour corruption, détournement de fonds et enrichissement illicite dans le secteur énergétique* ». L'affaire tombe très mal pour le président Macron au moment où il annonce la vente d'une centaine de Rafale à l'Ukraine d'ici à 2035 (comment les fabriquer, payés comment ?) alors qu'il lui reste un peu plus d'un an de mandat non renouvelable.

Quant à la corruption, qui est notre sujet ici, une ONG citée par le Figaro résume : « *Les mécanismes de corruption persistent. Même après trois années d'invasion totale et douze ans de guerre, certains continuent encore de s'enrichir sur le sang des Ukrainiens* ».

Mais pour ceux qui pratiquent autour de Volodimir Zelensky, la corruption est un art de vivre, en somme.

Hélène NOUAILLE

Directrice de la rédaction

La lettre de Léosthène

19 novembre 2025

n°1951/2025

Infographie :

Le système ukrainien facilite la grande corruption (source : Cour des comptes européenne, 2021)

<https://op.europa.eu/webpub/eca/special-reports/ukraine-23-2021/fr/#figure1>

Notes :

(1) *Le Monde*, le 21 avril 2019, Benoît Vitkine, *Ukraine : Volodymyr Zelensky remporte la présidentielle, le pays fait un saut dans l'inconnu*

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/21/en-elisant-volodymyr-zelensky-president-l-ukraine-fait-un-saut-dans-l-inconnu_5453254_3210.html

(2) OCCRP, le 3 octobre 2021, *Pandora Papers Reveal Offshore Holdings of Ukrainian President and his Inner Circle*

<https://www.occrp.org/en/the-pandora-papers/pandora-papers-reveal-offshore-holdings-of-ukrainian-president-and-his-inner-circle>

(3) CBS, le 7 août 2022, Adam Yamaguchi, Ales Pena, *Why military aid in Ukraine may not always get to the front lines*

<https://www.cbsnews.com/news/ukraine-military-aid-weapons-front-lines>

(4) *Newsweek*, le 10 août 2022, Steve Cortes, *The Zelensky Narrative is Shifting*

<https://www.newsweek.com/zelensky-narrative-shifting-opinion-1731875>

(5) Cour des comptes européenne, 2021, *Rapport spécial, Réduction de la grande corruption en Ukraine : des résultats encore insuffisants malgré plusieurs initiatives de l'UE*

<https://op.europa.eu/webpub/eca/special-reports/ukraine-23-2021/fr/#chapter0>

(6) *Les Echos*, le 23 février 2023, Yves Bourdillon, *Volodymyr Zelensky, le « lion » inattendu*

<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/zelensky-le-lion-inattendu-1909503>

(7) France Inter, le 23 mars 2022, Julien Baldacchino, *Devant le Parlement français, Zelensky évoque Verdun, la devise tricolore et les entreprises françaises*

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/devant-le-parlement-francais-zelensky-evoque-verdun-la-devise-tricolore-et-les-entreprises-francaises-3488919>

(8) *Le Figaro*, le 17 novembre 2025, Clara Marchand, *Corruption en Ukraine : cette affaire qui secoue les plus hautes sphères de l'Etat*

<https://www.lefigaro.fr/international/corruption-en-ukraine-cette-affaire-qui-secoue-les-plus-hautes-spheres-de-l-etat-20251117>

**Copyright©2025. La Lettre de Léosthène.
Tous droits réservés.**

Photo créée par IA